


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 27/07/2021
 Reçu en préfecture le 27/07/2021
 Affiché le 
 ID : 026-212601983-20210722-20210722_108D-DE

EXTRAIT
 DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 Séance du 22 juillet 2021
 Régulièrement convoqué le 15 juillet 2021

Le 22 juillet 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL,

Pouvoirs : Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir Mme Sylvie VERCHÈRE), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. François COUTOS-THEVENOT (pouvoir M. Jean-Frédéric FABERT), Mme Cécile GILLET (pouvoir Mme Aurore DESRAYAUD), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Absent(e) ou excusé(e) : Mme Demet YEDILI

Secrétaire de Séance : Mme Aurore DESRAYAUD

1.08 - TAXE ANNUELLE SUR LES FRICHES COMMERCIALES

Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Le programme « Action Cœur de Ville », initié en mars 2018 par la ville de Montélimar et la communauté d'agglomération Montélimar Agglomération, a pour objectif de créer les conditions du renouveau et du développement du centre-ville de Montélimar.

Afin d'accompagner cette politique de redynamisation et dans un contexte positif d'attractivité commerciale de son territoire, la ville de Montélimar souhaite mettre en place un outil complémentaire qui favorisera l'installation de nouveaux commerces dans les locaux vacants du centre ancien.

La mise en place de la taxe sur les friches commerciales (TCF) répondra à plusieurs objectifs et notamment :

- lutter contre le phénomène de rétention foncière délibérée ;
- permettre la remise sur le marché de locaux commerciaux vacants ;
- entraîner une baisse des loyers devenus trop élevés en centre-ville ;
- encourager l'entretien et la remise en état des locaux commerciaux ;
- limiter la concurrence entre les locaux commerciaux créés dans les zones d'activité et les locaux commerciaux disponibles en Cœur de Ville.

Cette taxe est due pour les biens qui ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ de la cotisation foncière depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés au cours de la même période.

La taxe n'est pas due lorsque l'absence d'exploitation du bien ne résulte pas d'une volonté manifeste de son propriétaire et notamment lorsqu'il peut apporter une recherche active d'un preneur pour le bien visé par la taxe.

Pour l'établissement des impositions, le Conseil municipal communique chaque année à l'administration des impôts, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

Ladite taxe est acquittée par le redevable de la taxe foncière.

Les taux de la taxe sont fixés, de droit, à 10% la première année d'imposition, 15% la deuxième année d'imposition et 20% à compter de la troisième année d'imposition.

Ces taux peuvent être majorés dans la limite du double. Ainsi, le taux peut être fixé, au maximum, à 20% la première année, 30% la seconde et 40% à compter de la troisième année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.29,

Vu l'article 1530 du Code général des impôts,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'INSTITUER** la taxe annuelle sur les friches commerciales à compter du 1^{er} janvier 2022,
- **D'APPLIQUER** le taux légal majoré de 20% la première année, 30% la seconde année et 40% à compter de la troisième année d'imposition,
- **DE PRÉCISER** que la Commune doit communiquer chaque année à l'administration fiscale la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 23 juillet 2021

Le Maire,

Julien CORNILLET

